

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1/ Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Linguistic Services Division / Division des services linguistiques

PSBID, PWGSC / DIASP,TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

10C1/Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet TRANSLATION - STANDING OFFERS		
Solicitation No. - N° de l'invitation 5P004-100154/B		Date 2013-01-10
Client Reference No. - N° de référence du client 5P004-100154		Amendment No. - N° modif. 007
File No. - N° de dossier 519zf.5P004-100154	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$ZF-519-25130		
Date of Original Request for Standing Offer		2012-11-27
Date de la demande de l'offre à commandes originale		
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-01-14		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Souleiman, Mohamed		Buyer Id - Id de l'acheteur 519zf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-8348 ()	FAX No. - N° de FAX () -	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required	Yes - Oui	No - Non
Accusé de réception requis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Cette modification a pour but de répondre aux questions posées pour la demande d'offres à commandes numéro 5P004-100154/B, comme suit:

Question:

Nous avons de très sérieuses réserves quant à la nature de la DOC en ce qui concerne le CTC 1.1 et le processus de vérification des références. Cela touche également le CTC 3.1 relatif à l'expérience du gestionnaire client.

CTC 1.1 exige que les offrants démontrent un fort volume de traduction pendant au moins sept ans plus un jour pour obtenir le nombre maximal de points. Les offrants sont tenus de fournir des renseignements détaillés sur les projets, y compris une personne contacte. Si l'on se réfère au point 1.1.3 de la page 8, nous pouvons supposer que vous allez vérifier toutes les informations auprès des personnes contactes.

Pendant trois semaines, nous avons communiqué avec nos clients pour confirmer leur accord à être inclus parmi nos références dans le cadre de cette proposition. Bon nombre de ces clients sont des agences et ministères du gouvernement du Canada. Nous rencontrons d'importantes difficultés à obtenir l'accord des personnes au sein de ces organisations. Les raisons invoquées sont les suivantes :

- **Une politique ministérielle qui interdit de donner les références.** Le Bureau de traduction est un exemple d'une agence où cette politique constitue un obstacle majeur en raison du volume de travail de traduction effectué par l'entremise du Bureau de traduction. Beaucoup d'autres ministères ont la même politique.
- **Mouvement des fonctionnaires.** Malheureusement, dans le contexte actuel, les personnes contactes occupent maintenant de nouveaux postes et ont quitté le gouvernement en raison des compressions du gouvernement fédéral. Les remplaçants ne sont pas disposés à se prononcer sur un dossier auquel ils n'ont pas été associés et il est pour ainsi dire impossible à mon avis de retrouver la personne contacte sans porter atteinte à sa vie privée ou se montrer insensible à son sort.
- **Certains organismes n'existent plus.** Dans les secteurs public et privé, certains organismes ont complètement disparu pour diverses raisons. Cela affecte donc notre capacité d'inclure certains projets, particulièrement ceux qui ont été réalisés il y a de cela cinq à huit ans. Dans ces circonstances, il est presque impossible de retrouver une personne-ressource.

L'intégrité du système d'approvisionnement ne fonctionne plus lorsque le gouvernement exige une multitude de références alors que ses propres employés et ses propres agences ne veulent pas servir de références et ont, dans de nombreux cas, des politiques formelles leur interdisant de donner de telles références.

Ces questions sont généralement faciles à gérer dans les autres DP et DOC parce que les exigences impliquent généralement un petit nombre de références (de trois à cinq) dans le cadre d'une seule DP ou DOC. Dans ce cas-ci, de nombreux offrants devront probablement fournir des dizaines de références et pourraient en fait avoir à fournir des références pour presque tous les projets qu'ils ont réalisés, ce qui ne permet aucune marge de manœuvre pour laisser de côté les projets pour lesquels on ne peut fournir une référence.

Les offrants qui ont l'expérience requise en vertu de la DP devraient voir cette expérience reconnue. Je comprends la nécessité de donner le moyen au gouvernement de vérifier les données fournies par les offrants. Dans les cas où les offrants sont incapables d'obtenir une référence d'un client en raison d'une des raisons déjà mentionnées, il faudrait un autre moyen de vérification. Ces autres moyens pourraient inclure:

-
- des copies des factures;
 - un journal montrant le travail de traduction effectué (date, client, volume, numéro de projet);
 - une vérification interne pour le travail effectué pour le gouvernement du Canada, étant donné que cette information est conservée dans les dossiers du gouvernement.

Nous demandons respectueusement que TPSGC considère d'autres moyens de vérification, particulièrement pour les CTC 1.1 et 3.1, de façon à répondre à nos préoccupations relatives au nombre déraisonnable de références exigées.

Réponse

Les références servent à confirmer le travail effectué. Il s'agit d'un moyen permettant de confirmer l'information fournie sur le travail effectué. Une copie des factures ou un registre du travail réalisé ne donnerait pas assez d'information pour confirmer le travail effectué en soi. Les documents internes de contrôle de la qualité rédigés par le gouvernement du Canada ou des clients du secteur public ou des entreprises privées seraient également acceptables. Mais pour les consulter, il est nécessaire d'avoir les noms et coordonnées des personnes responsables dans ces organismes. Par conséquent, les copies de factures, journal de travail et autre document ne seront pas suffisants.

Les références seront utiliser seulement si le Canada juge nécessaire de confirmer l'information donnée dans le document de l'offrant. (Voir clause 1.1.3 de la partie 4).

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS